

### **Vers un traité international sur le commerce des armes conventionnelles ?**

Alors que la violence armée continue de faire quotidiennement plus d'un millier de victimes civiles dans le monde, réguler le commerce des armes conventionnelles devient plus urgent que jamais. C'est le sens de la déclaration que viennent de faire la semaine dernière, le 9 février, trois organisations ensemble : Amnesty International France, le CCFD-Terre Solidaire et Oxfam France. Le Traité sur le commerce des armes classiques (T.C.A.) doit être enfin adopté à l'O.N.U. en Juillet prochain, et la dernière réunion de préparation des négociations se tient à New York cette semaine, du 13 au 17 février 2012.

Dans cette dernière étape, les trois organisations rappellent qu'il est essentiel que les Etats ne fléchissent pas. L'enjeu est d'autant plus fondamental que certains membres du Conseil de Sécurité poursuivent des transferts d'armes vers des pays où leur utilisation est détournée à l'encontre des populations civiles. Le cas récent de la Russie qui maintient ses livraisons d'armes en Syrie en est un exemple alarmant.

On peut reprendre les déclarations des représentants des trois organisations signataires du communiqué de presse intitulé : « Traité International sur le commerce des armes 2012, tournant historique du droit international : vers la fin d'un commerce meurtrier ? ». Et tout d'abord Zobel Behalal, du CCFD-Terre Solidaire. Voici ce qu'il dit : « Si les Etats font preuve de courage, ce traité pourrait être la plus grande avancée du droit international en faveur de la protection des populations civiles et de la Défense des Droits de l'Homme depuis la création de la Cour Pénale Internationale en 1998. La mobilisation sans relâche des O.N.G. à travers le monde, depuis plus de dix ans, a contraint les Etats à avancer. Ce qui paraissait impensable il y a encore cinq ans est désormais à portée de main : la grande majorité des Etats s'est clairement prononcée

en faveur d'un texte contraignant et efficace. Si près du but, ils ne doivent pas reculer » [fin de citation].

De son côté, Aymeric Elluin, d'Amnesty International France, déclare : « La réunion de cette semaine doit fixer les règles du jeu. Il est vital qu'une minorité d'Etats ne fasse pas obstacle à la définition de normes ambitieuses. Pour assurer le succès de la conférence de Juillet, l'ensemble du processus doit demeurer transparent, et les observateurs de la société civile internationale doivent avoir accès à toutes les discussions, afin d'empêcher que des intérêts commerciaux ne prennent le pas sur la protection des populations civiles » [fin de citation].

La France, qui est le quatrième exportateur d'armement dans le monde, a un rôle indéniable à tenir. Pour la prochaine équipe au pouvoir, les élections de 2012 passées, ce traité représentera la première grande négociation stratégique du quinquennat qui démarrera, avec des implications diplomatiques et économiques majeures.

Et Nicolas Vercken, d'Oxfam France, de conclure : « Quelle position défendront les présidentiables ? S'agira-t-il uniquement de reconquérir des parts de marché d'armes, ou bien de rendre plus responsable et plus transparent un secteur marqué par l'opacité et la corruption ? Les populations victimes de transferts d'armes irresponsables à travers le monde et les citoyens français que nous allons mobiliser dans les prochaines semaines seront particulièrement attentifs aux annonces – ou aux silences – des différents candidats sur cette question » [fin de citation].

A nous d'être attentifs à cette question primordiale de la régulation du commerce des armes conventionnelles, pour que cesse ce détournement de leur usage à l'encontre de populations civiles qui fait, rappelons-le, plus de mille victimes civiles par jour, dans le monde.

*Jean-Michel Lastennet, 16 et 17 février 2012*